

Face à la montée du terrorisme, les Burkinabè accepteraient des restrictions de libertés pour plus de sécurité

Dépêche No. 377 d'Afrobarometer | Agnès Kaboré et Augustin Loada

Résumé

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à des attaques terroristes dont le bilan s'élève à environ 2.000 personnes tuées, tant parmi les forces de défense et de sécurité que parmi les populations civiles. Selon International Crisis Group (2020a, b), depuis la première attaque revendiquée par un groupe jihadiste en octobre 2015, plus de 550 attaques ont été répertoriées. Environ 1 million de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays; des écoles sont fermées dans les régions du Sahel et de l'Est; et des infrastructures publiques sont désertées ou détruites. En outre, la guerre imposée par les groupes terroristes qui ont recruté au sein des communautés locales met à rude épreuve la cohésion nationale.

C'est dans ce contexte qu'il a été demandé aux citoyens burkinabè lors de la dernière enquête Afrobarometer, menée en décembre 2019, d'exprimer leurs perceptions par rapport à leur sécurité personnelle et plus généralement par rapport à la sécurité du pays.

Les résultats de l'étude montrent que la grande majorité des Burkinabè ne craignent pas les violences entre habitants de quartiers. Toutefois, par rapport en 2015 et 2017, moins de citoyens se sentent en sécurité dans leurs quartiers ou dans leurs maisons. En effet, les crimes et délits constatés par la police nationale ou la gendarmerie nationale ont plus que doublé entre 2017 et 2018, passant de 4.929 à 10.215 (Ministère de la Sécurité, 2019).

Tout comme en 2017, les Burkinabè, pour obtenir la sécurité, sont disposés à sacrifier leur liberté de circuler et de communiquer sans être écoutés, et à accepter la surveillance et l'encadrement des prédications dans les lieux de culte. Ils demeurent également favorables aux initiatives locales de sécurité ainsi qu'à la présence de troupes étrangères sur le sol burkinabè, estimant qu'elles sont une bonne chose pour la sécurité du pays.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2020 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Burkina Faso, dirigée par le Centre pour la Gouvernance Démocratique, a interviewé 1.200 adultes burkinabè en décembre 2019. Pour assurer la sécurité des agents enquêteurs, Afrobarometer a ajusté son échantillon initial en remplaçant 12 communes dans les régions du Sahel, de l'Est, du Nord, du Centre-Est, et de la Boucle du Mouhoun par des communes plus sécurisées à l'intérieur des mêmes régions. Alors que ces substitutions pourraient avoir un léger impact sur les réponses à certaines questions (telles

que celles liées à la sécurité), cette approche n'entache pas la représentativité de l'échantillon ni au niveau national ni au niveau régional.

Un échantillon de 1.200 donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/- 3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Burkina Faso en 2008, 2012, 2015, et 2017.

Résultats clés

- La moitié des Burkinabè (51%) affirment qu'il leur est arrivé « quelques fois » ou plus, à eux ou à un membre de leurs familles, de ne pas se sentir en sécurité dans leurs quartiers au cours des 12 derniers mois. Et 43% déclarent qu'il leur est arrivé au moins « quelques fois » de craindre d'être victime d'un acte criminel dans leurs propres maisons durant la même période. Ces proportions ont presque doublé depuis 2017.
- La plupart des Burkinabè (79%) affirment n'avoir pas craint les violences entre les habitants de leurs quartiers ou villages pendant les deux dernières années. Mais presque quatre citoyens sur 10 rapportent avoir craint (34%) ou vécu (3%) une attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux pendant cette période.
- La grande majorité des Burkinabè soutiennent qu'en cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer (77%) et surveiller les communications privées pour s'assurer que personne ne prépare des actes de violence (78%). La grande majorité est également disposée, mais à un moindre degré (65%), à ce que le gouvernement ait le droit de réguler ce qui se dit dans les lieux de culte, surtout lorsque les prédicateurs ou les membres d'une congrégation menacent la sécurité publique.
- La plupart des Burkinabè (83%) estiment que les associations locales de sécurité créées par les populations sont une bonne chose pour la sécurité du pays. Une plus faible majorité (56%) soutiennent la présence des troupes étrangères sur le sol burkinabè. A l'inverse, plus de la moitié des citoyens (51%) et des citoyens les plus instruits (59%) s'y opposent.

Les Burkinabè expriment de moins en moins un sentiment de sécurité

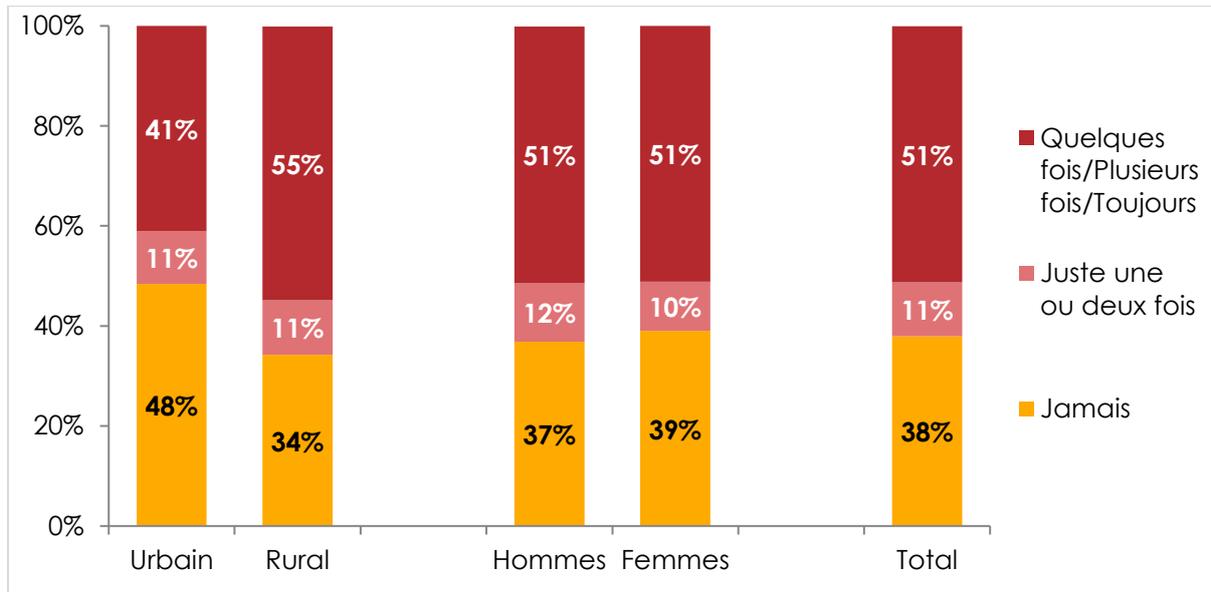
Une proportion importante de citoyens burkinabè se sentent en insécurité dans leur cadre de vie immédiat. La moitié d'entre eux (51%) affirment qu'il leur est arrivé au moins « quelques fois », à eux ou à un membre de leurs familles, de ne pas se sentir en sécurité dans leurs quartiers au cours des 12 derniers mois (Figure 1). Autant de femmes que d'hommes expriment ce sentiment.

En outre, 43% des citoyens affirment qu'eux ou un membre de leurs familles ont, au moins « quelques fois », craint d'être victime d'un acte criminel dans leurs propres maisons durant la même période (Figure 2). Cette proportion est de 44% chez les femmes contre 41% chez les hommes.

L'analyse selon le milieu de résidence montre que le sentiment d'insécurité est plus répandu en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, les ruraux sont plus enclins à exprimer un sentiment d'insécurité dans leurs quartiers ou villages que les citadins (55% contre 41% au moins « quelques fois »), et une proportion plus importante de ruraux ont craint d'être victime d'un acte criminel dans leurs propres maisons durant les 12 derniers mois (47% vs. 29% en ville).

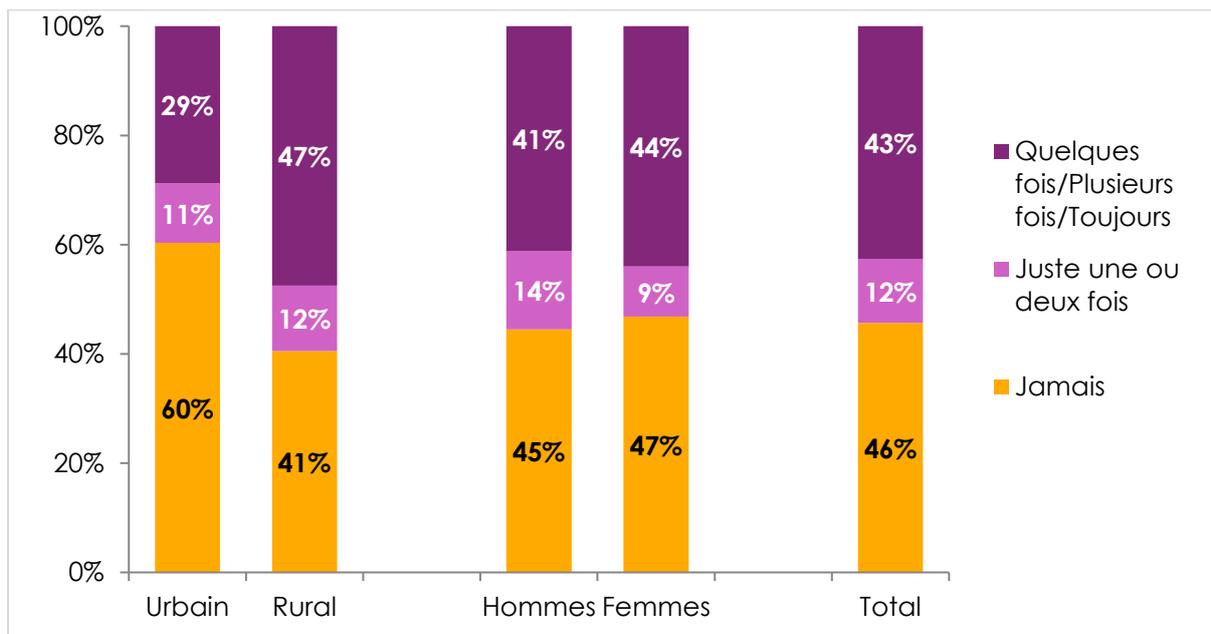
Ce sentiment d'insécurité s'est significativement accentué ces deux dernières années. En 2017, 29% des Burkinabè ont exprimé un sentiment d'insécurité dans leurs quartiers ou villages et 19% ont redouté une attaque criminelle dans leurs propres maisons au moins quelques fois, contre 51% et 43%, respectivement, deux ans plus tard (Figure 3).

Figure 1: Sentiment d'insécurité dans le quartier | par milieu de résidence et sexe
 | Burkina Faso | 2019



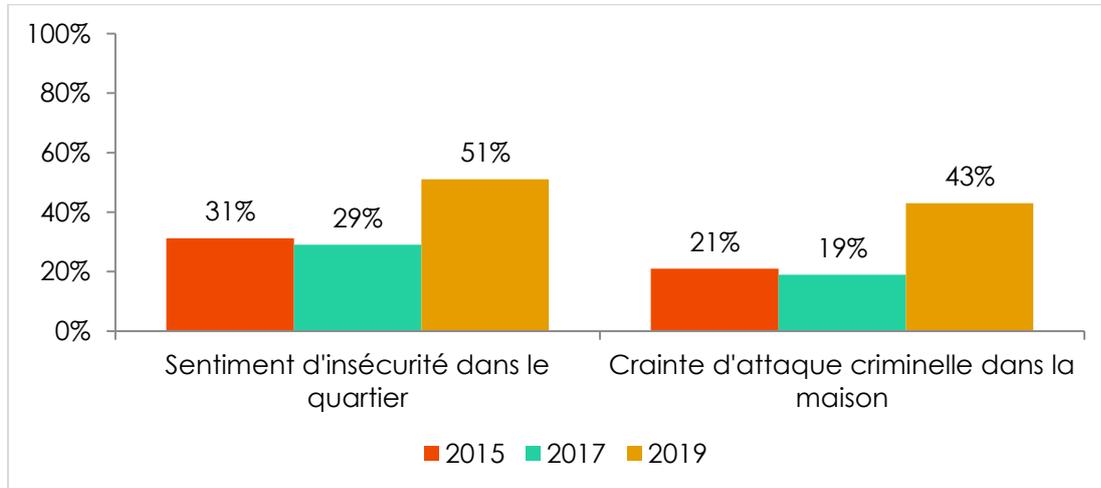
Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille ne vous êtes pas sentis en sécurité dans le quartier?

Figure 2: Sentiment d'insécurité dans la maison | par milieu de résidence et sexe
 | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-vous craint d'être victime d'un acte criminel dans votre propre maison?

Figure 3: Sentiment d'insécurité dans le quartier et dans la maison | Burkina Faso
 | 2015-2019



Questions posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille:

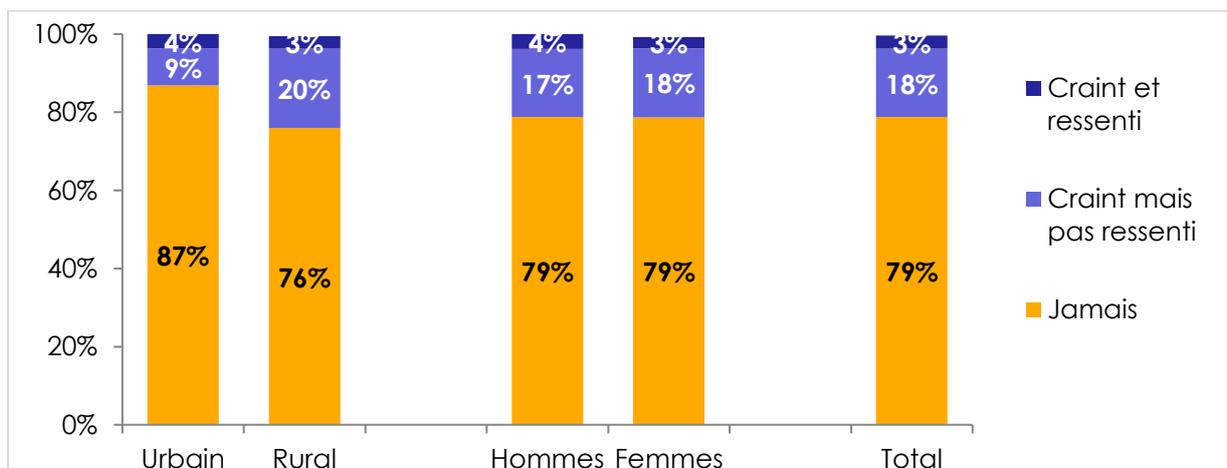
Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier?

Avez-vous craint d'être victime d'un acte criminel dans votre propre maison?

(% qui répondent « quelques fois », « plusieurs fois », ou « toujours »)

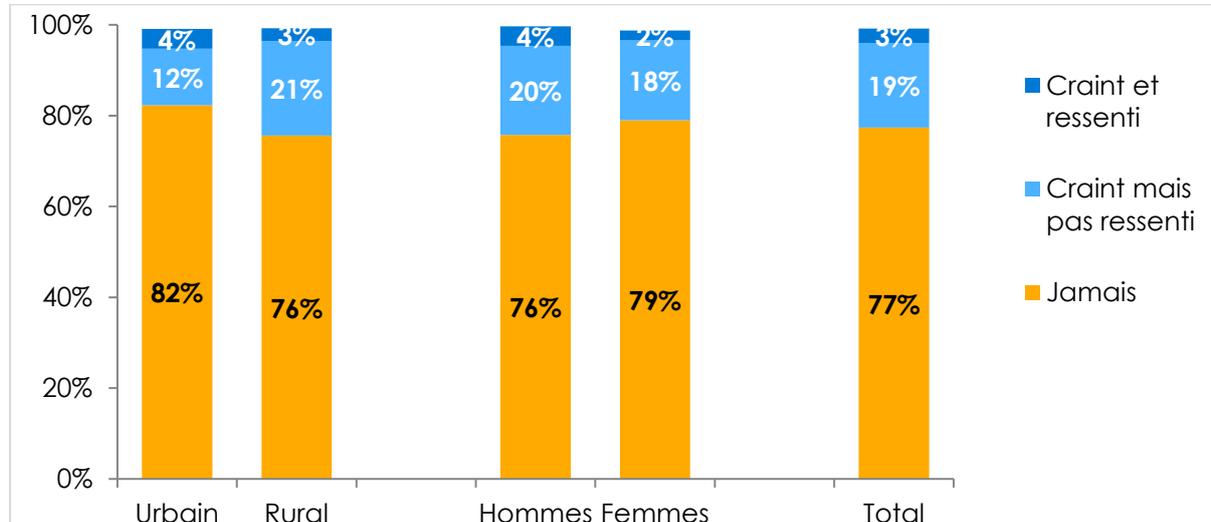
Si la moitié des Burkinabè ont un sentiment d'insécurité dans leurs propres quartiers ou villages, la grande majorité d'entre eux n'ont jamais craint, au cours des deux dernières années, ni les violences entre les habitants de leurs quartiers ou villages (79%), ni les violences lors d'un meeting politique ou marche de protestation (77%). Les citoyens, eux, sont respectivement 87% et 82% à n'avoir pas craint ces types de violence, contre 76% des ruraux dans les deux cas de figure. Néanmoins, on note qu'environ un citoyen sur cinq a vécu (3%) ou a craint sans ressentir (18%-19%) de telles violences (Figure 4 et Figure 5).

Figure 4: Crainte et expérience des violences entre les habitants du quartier ou village | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Dans toute société, les gens sont parfois en désaccord les uns avec les autres. Ces désaccords évoluent parfois vers la violence physique. Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes: Violence entre les habitants de votre quartier ou village? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?

Figure 5: Crainte et expérience des violences lors d'un meeting politique ou marche de protestation | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes: Violence lors d'un meeting politique ou marche de protestation publique? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?

La crainte des attaques armées par des extrémistes politiques ou religieux est presque deux fois plus importante que celle des violences lors d'un meeting politique ou marche. En effet, un tiers (34%) des Burkinabè affirment avoir craint une telle attaque au cours des deux dernières années, en plus des 3% qui affirment avoir craint et fait l'expérience de telles violences (Figure 6). Toutefois, malgré les attaques terroristes de plus en plus fréquentes et de plus en plus meurtrières, 63% des Burkinabè disent qu'ils n'ont jamais craint une attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux durant les deux dernières années. Et 74% des citoyens expriment cette opinion contre 59% des ruraux.

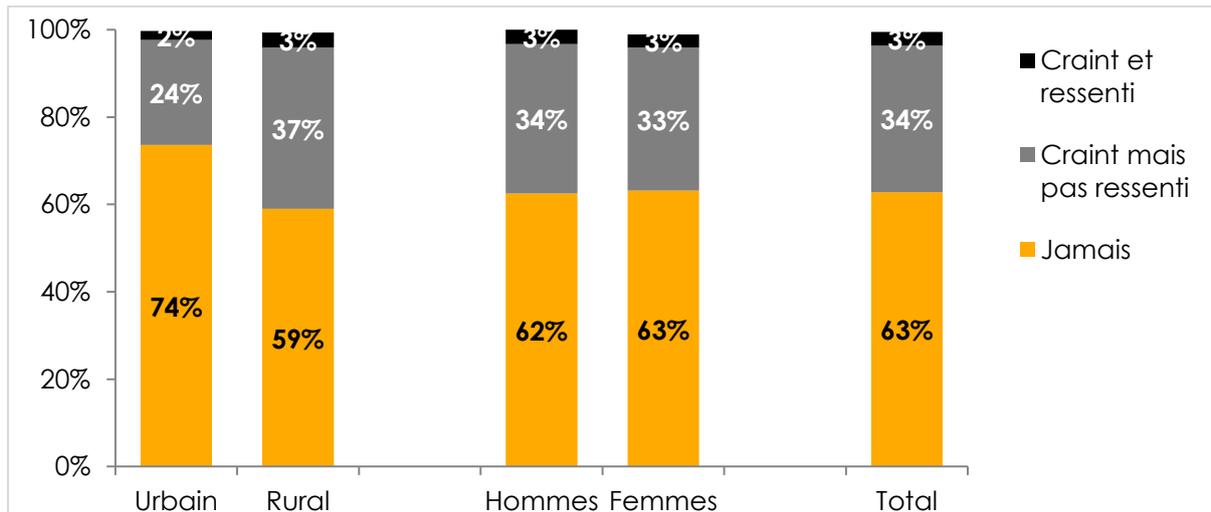
Comme le montre la Figure 7, la crainte des violences entre les habitants du quartier et des violences politiques est restée relativement stable entre 2017 et 2019, excepté une hausse de 9 points de pourcentage en milieu urbain de ceux qui affirment n'avoir jamais craint les violences politiques.

Par contre, la proportion des Burkinabè qui affirment n'avoir jamais craint des attaques par les extrémistes s'est accrue de manière significative au cours des deux dernières années, passant de 47% en 2017 à 63% en 2019. En milieu rural, cette proportion a augmenté plus faiblement (51% à 59%). En milieu urbain, par contre, cette hausse est plus spectaculaire, passant de 33% à 74%.

Dans un contexte marqué par la multiplication des attaques terroristes, ce résultat peut sembler paradoxale, surtout en milieu urbain. Même si la substitution, à cause de l'insécurité, de trois zones de dénombrement dans les régions du Centre-Est et de l'Est pourrait diminuer légèrement la proportion de ceux qui expriment une crainte des violences, elle ne peut pas expliquer un tel résultat. Ce paradoxe pourrait s'expliquer par au moins deux facteurs. Le premier pourrait être lié à la volonté de résilience des Burkinabè, en particulier des citoyens, envers le phénomène du terrorisme. Le second facteur explicatif pourrait être lié au fait que les attaques terroristes ont ciblé ces dernières années davantage le milieu rural que les centres urbains, et se sont concentrées particulièrement sur le Nord et l'Est du pays, de sorte que certains Burkinabè pourraient ne pas se sentir directement concernés par la menace terroriste.

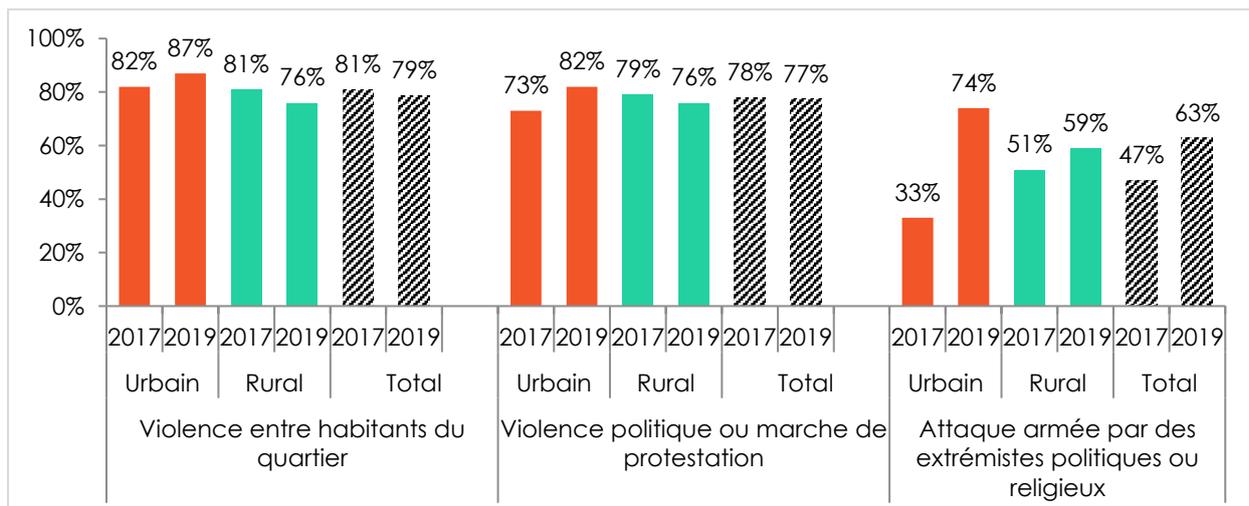
Ainsi, dans la région de l'Est où sévit le terrorisme, sept répondants sur 10 (70%) déclarent avoir « craint et ressenti » ou « craint mais pas ressenti » une attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux. En revanche, dans les régions éloignées de l'épicentre du terrorisme, moins de deux personnes sur 10 déclarent avoir craint et/ou vécu une telle attaque (Figure 8). C'est le cas dans les régions du Centre (19%) et du Plateau Central (13%).

Figure 6: Crainte et expérience des attaques armées par des extrémistes politiques ou religieux | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes: Attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?

Figure 7: Jamais craint ces types de violences | par milieu de résidence | Burkina Faso | 2017-2019



Questions posées aux répondants: Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?

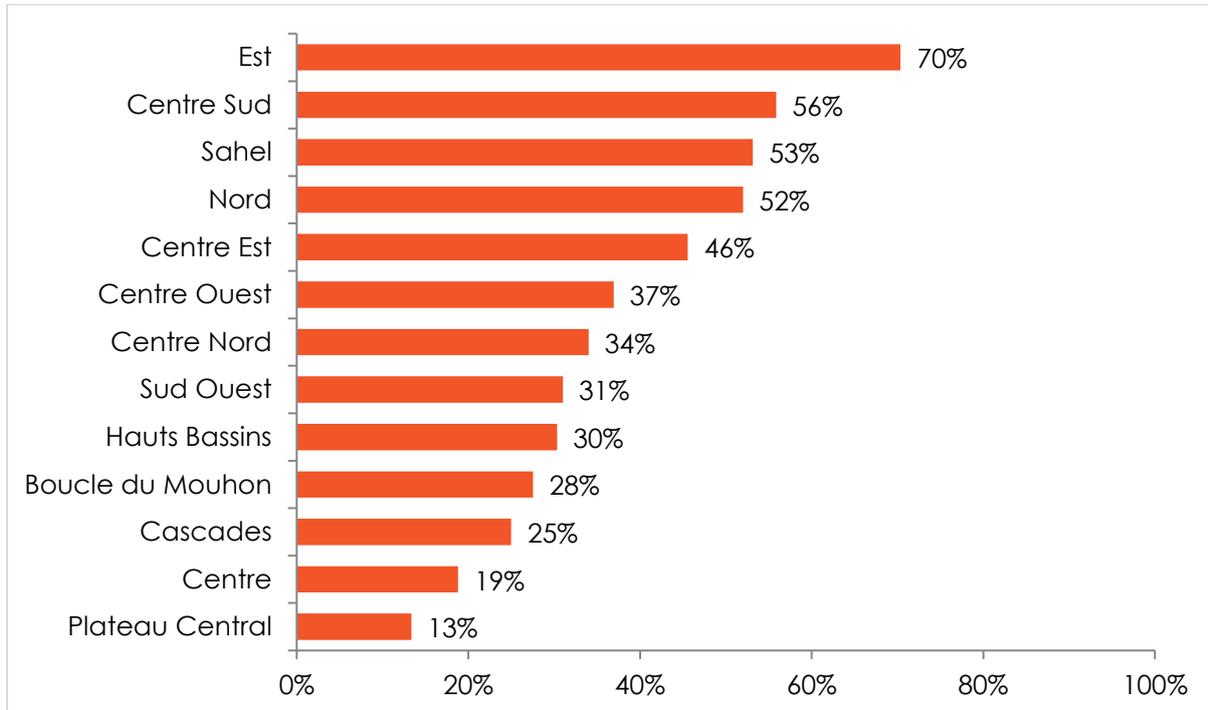
Violence entre les habitants de votre quartier ou village?

Violence lors d'un meeting politique ou marche de protestation publique?

Attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux?

(% « jamais »)

Figure 8: Crainte et expérience des attaques armées par des extrémistes politiques ou religieux | par région¹ | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes: Attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années? (% de ceux qui disent qu'ils ont « craint et ressenti » ou « craint mais pas ressenti » une telle attaque)

Les Burkinabè prêts à sacrifier quelques-unes de leurs libertés pour la sécurité

Face à l'épreuve du terrorisme, l'Etat burkinabè a voté des lois restrictives de libertés comme l'état d'urgence, le couvre-feu dans certaines zones du pays, l'interdiction de publier « des images des attaques contre les forces de défense et de sécurité et les victimes de crimes de terrorismes », et la répression des « atteintes au moral des troupes engagées dans la lutte contre le terrorisme ». Une partie de l'opinion nationale soutient ces lois restrictives de libertés individuelles, estimant que la sécurité est la première des libertés. Mais certains défenseurs des droits de l'homme émettent des inquiétudes, craignant un basculement des dirigeants politiques dans l'autoritarisme et pointant un risque d'instrumentalisation de ces lois restrictives pour bâillonner des critiques ou des adversaires politiques.

La majorité des Burkinabè semblent cependant pencher du côté de la restriction des libertés si cela s'avère nécessaire pour assurer leur sécurité. Ainsi, les trois quarts (77%) des Burkinabè affirment qu'en cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer, contre 20% qui pensent que même confrontés à des menaces à la sécurité publique, les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit (Figure 9).

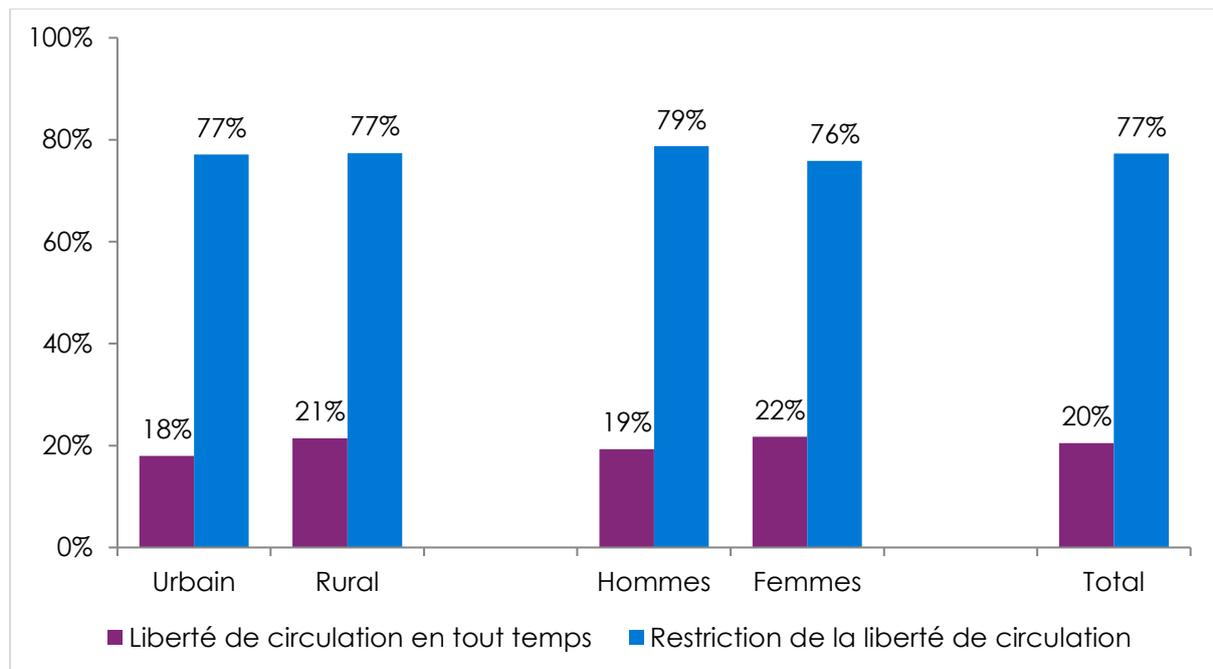
¹ Conformément à leur proportion de la population totale du Burkina Faso, les échantillons de petites dimensions dans les régions faiblement peuplées produisent des résultats dont les marges d'erreur sont très importantes. Ces résultats devront être considérés strictement suggestifs.

Près de huit Burkinabè sur 10 (78%) pensent que le gouvernement devrait pouvoir surveiller les communications privées, par exemple sur les téléphones mobiles, pour s'assurer que personne ne prépare des actes de violence. Seulement deux répondants sur 10 (21%) pensent que les gens devraient toujours avoir le droit de communiquer en privé sans qu'aucun organisme gouvernemental n'écoute ce qu'ils se disent (Figure 10).

De même, la grande majorité des Burkinabè (78%) sont d'accord que le gouvernement devrait pouvoir interdire la diffusion de tout discours de haine, c'est-à-dire des nouvelles, informations, ou opinions destinées à attaquer ou à diffamer certains groupes sociaux (Figure 11). Cet avis est largement partagé aussi bien parmi les ruraux (77%) que parmi les citadins (82%).

Environ les deux tiers des Burkinabè (65%) pensent que le gouvernement devrait pouvoir réguler ce qui se dit dans les lieux de culte, surtout lorsque les prédicateurs ou les membres d'une congrégation menacent la sécurité publique, contre un tiers (33%) qui affirment que la liberté de religion est absolue et que le gouvernement ne devrait jamais réguler ce qui se dit dans un lieu de culte (Figure 12).

Figure 9: Liberté de circulation face aux menaces à la sécurité publique | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



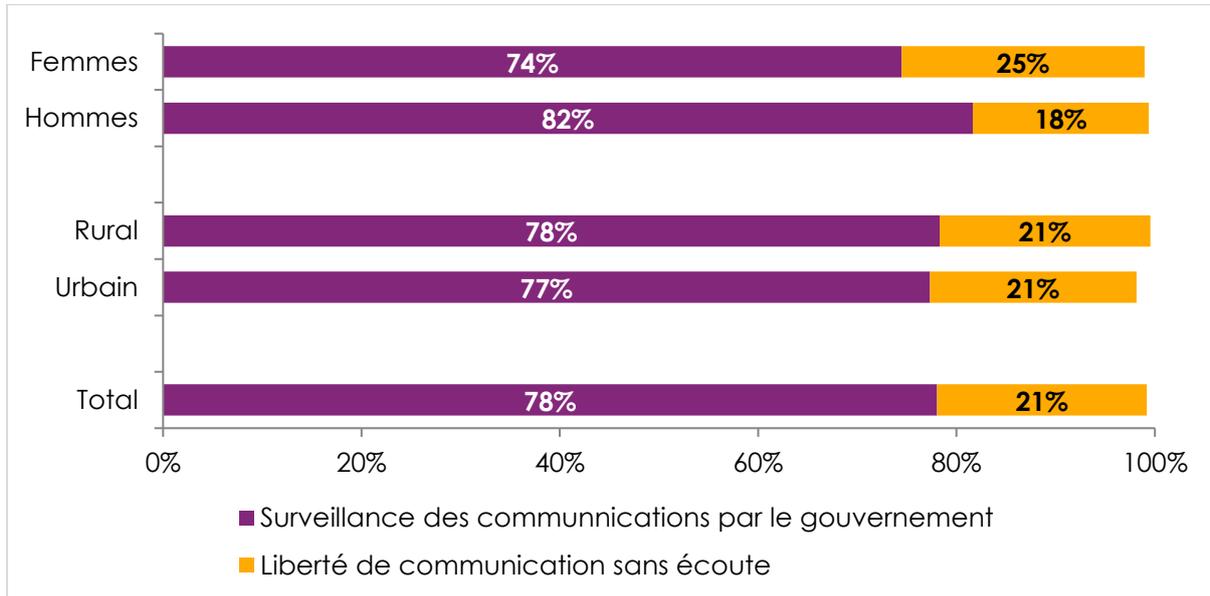
Question posée aux répondants: Discutons un peu du genre de société que vous voudriez avoir dans ce pays. Certaines personnes affirment qu'afin de protéger notre société de la violence, nous devrions limiter la liberté dont jouissent les citoyens. D'autres affirment que la liberté politique est trop importante pour être sacrifiée et doit toujours être sauvegardée, même si elle menace la sécurité du pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1: Même confrontés à des menaces à la sécurité publique, les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit.

Affirmation 2: En cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 10: Liberté de communication face aux menaces à la sécurité publique | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



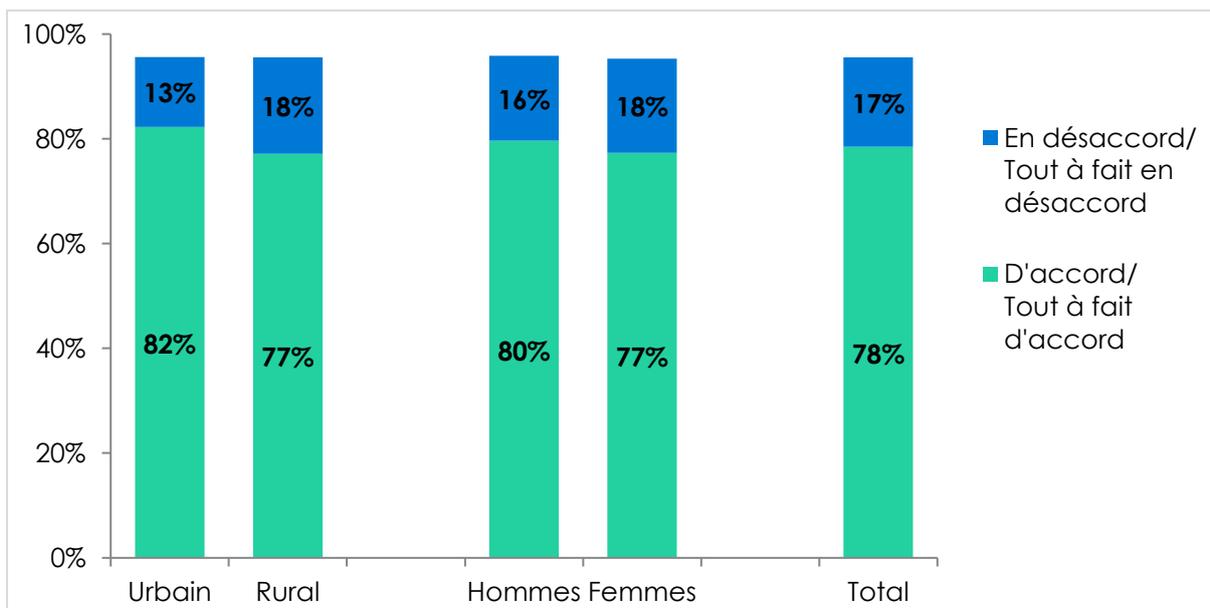
Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Le gouvernement devrait pouvoir surveiller les communications privées, par exemple sur les téléphones mobiles, pour s'assurer que personne ne prépare des actes de violence.

Affirmation 2: Les gens devraient avoir le droit de communiquer en privé sans qu'aucun organisme gouvernemental n'écoute ce qu'ils se disent.

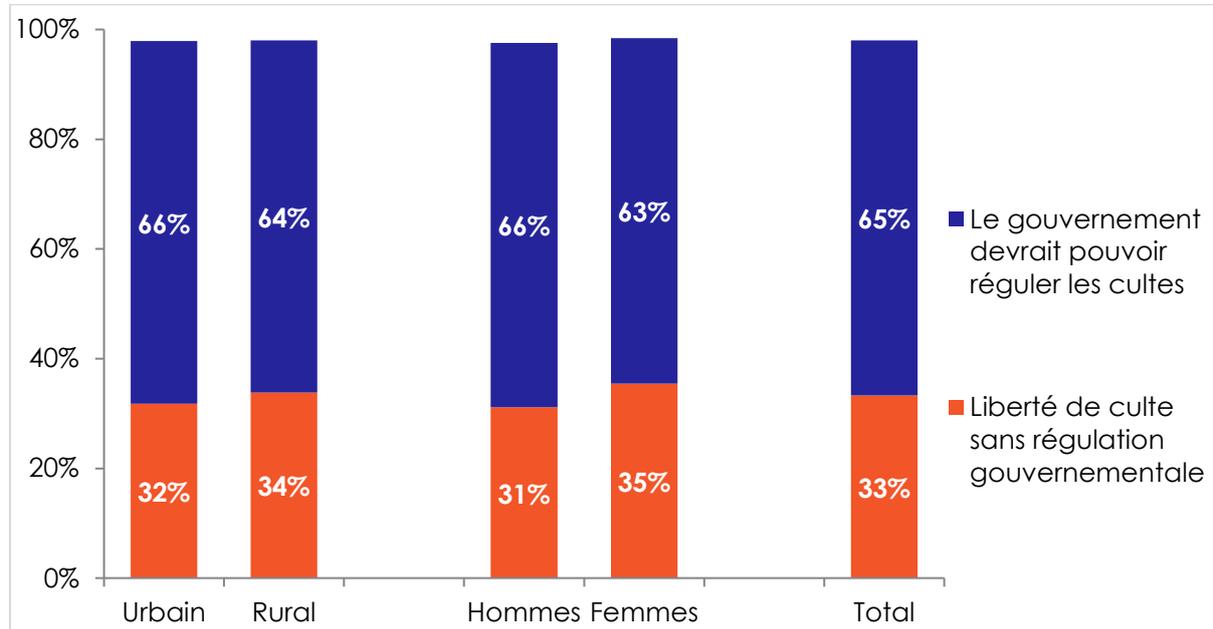
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 11: Interdiction de tout discours de haine par le gouvernement | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Dites-moi si'il vous plaît si vous êtes d'accord ou en désaccord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage de tout discours de haine, c'est-à-dire des nouvelles, informations, ou opinions destinées à attaquer ou à diffamer certains groupes sociaux.

Figure 12: Liberté de culte face aux menaces à la sécurité publique | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: La liberté de religion et de culte est absolue; cela veut dire que le gouvernement ne devrait jamais réguler ce qui se dit dans un lieu de culte.

Affirmation 2: Le gouvernement devrait pouvoir réguler ce qui se dit dans les lieux de culte, surtout lorsque les prédicateurs ou les membres d'une congrégation menacent la sécurité publique.

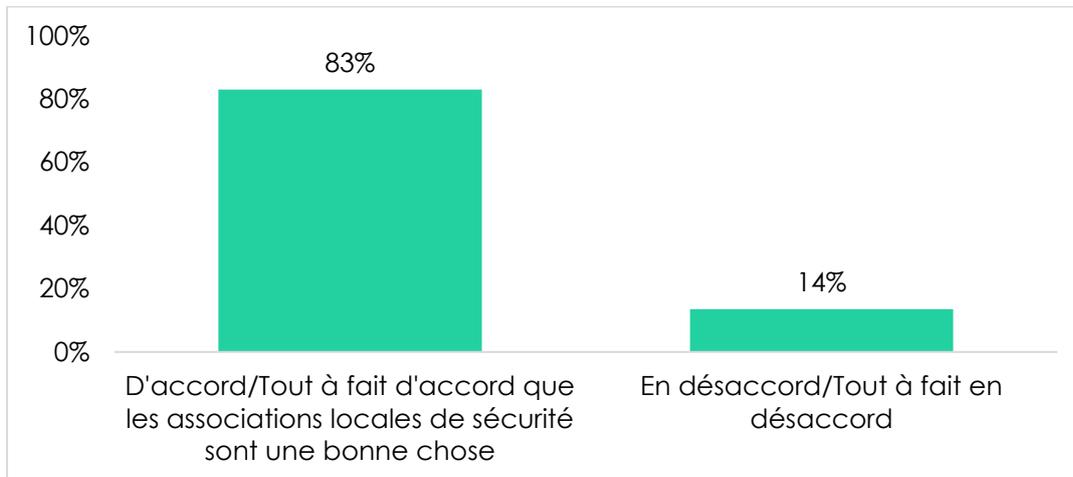
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Les Burkinabè favorables aux associations locales de sécurité et à la présence de troupes étrangères sur le sol burkinabè

Dans la lutte contre l'insécurité à laquelle est confronté le Burkina Faso, deux acteurs majeurs interviennent aux côtés de l'Etat et de son appareil sécuritaire: les associations locales de sécurité et les troupes étrangères. Les associations locales de sécurité, qui étaient jusqu'en 2015 confinées dans certaines localités ou zones du pays, ont été mises sur l'agenda politique. Elles ont en effet connu une expansion particulière à partir de 2016 sous l'impulsion des communautés locales et de certains hommes politiques, bien souvent en réponse à l'incapacité de l'Etat d'assurer la sécurité des populations locales. Dans certaines localités, ces initiatives locales ont réussi à assurer un minimum de sécurité aux populations, ce qui a contribué à leur légitimation sociale (Institut Supérieur de Sécurité Humaine, 2018). Mais face aux dérives et exactions qui leur sont imputées par les défenseurs des droits de l'homme, l'Etat s'est engagé à les encadrer, sans toutefois réussir à contenir ces abus (Amnesty International, 2017).

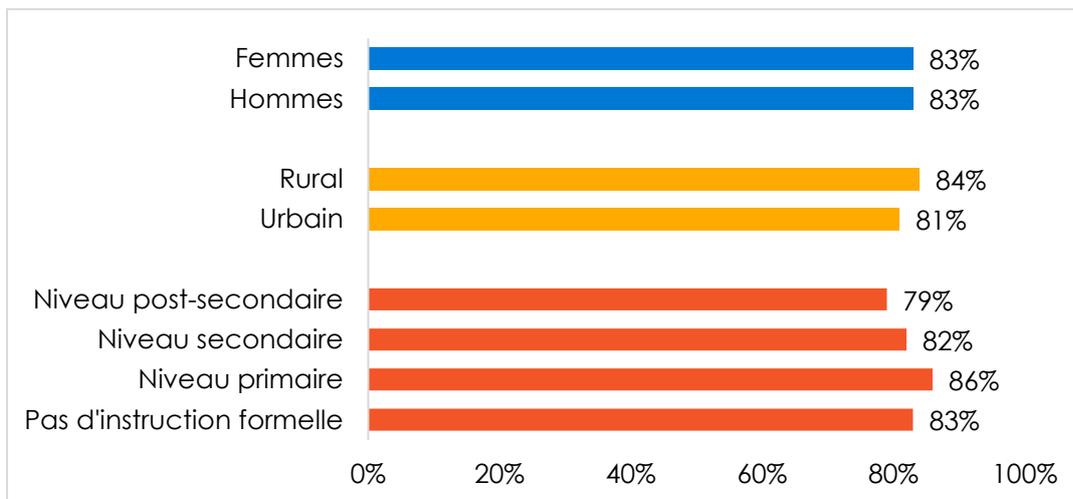
L'enquête Afrobarometer montre que la grande majorité des Burkinabè sont favorables aux associations locales de sécurité. En effet, plus de huit répondants sur 10 (83%) considèrent que les associations locales de sécurité créées par les populations sont une bonne chose pour la sécurité du pays (Figure 13). Les soutiens sont importants en milieu rural (84%) qu'en milieu urbain (81%), tant chez les moins instruits (83%) que chez les plus instruits (79%) (Figure 14).

Figure 13: Soutien aux associations locales de sécurité | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Pour chacun des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: Les associations locales de sécurité créées par les populations sont une bonne chose pour la sécurité de notre pays?

Figure 14: Soutien aux associations locales de sécurité | par groupe socio-démographique | Burkina Faso | 2019

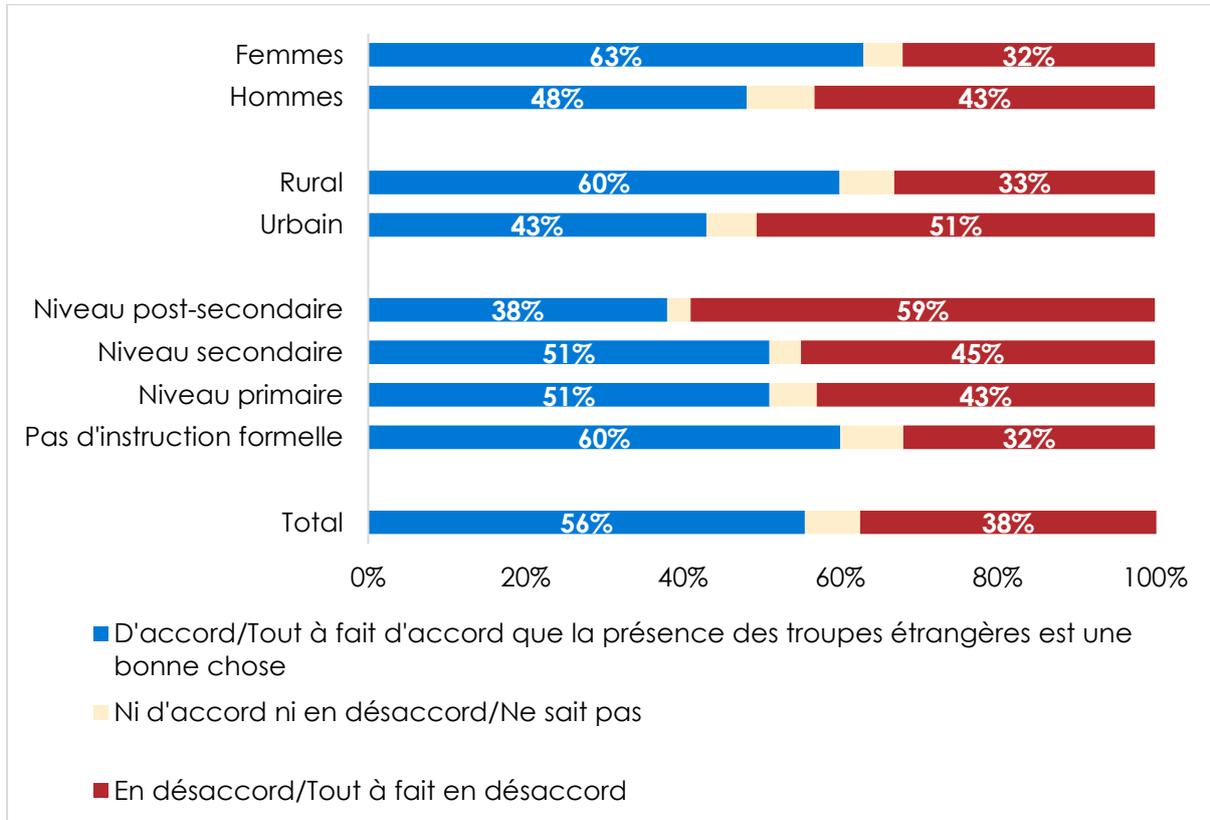


Question posée aux répondants: Pour chacun des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: Les associations locales de sécurité créées par les populations sont une bonne chose pour la sécurité de notre pays? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Quant à la présence des troupes étrangères sur le sol burkinabè, la majorité des Burkinabè y sont aussi favorables (Figure 15). En effet, presque six répondants sur 10 (56%) pensent que la présence des troupes étrangères est une bonne chose pour la sécurité du pays. Les ruraux (60%) sont davantage favorables à cette présence que les citadins (43%). De même, les femmes (63%) y sont plus favorables que les hommes (48%). Enfin, parmi les plus instruits, moins de quatre sur 10 (38%) approuvent la présence des troupes étrangères, contre 60% de ceux sans instruction formelle.

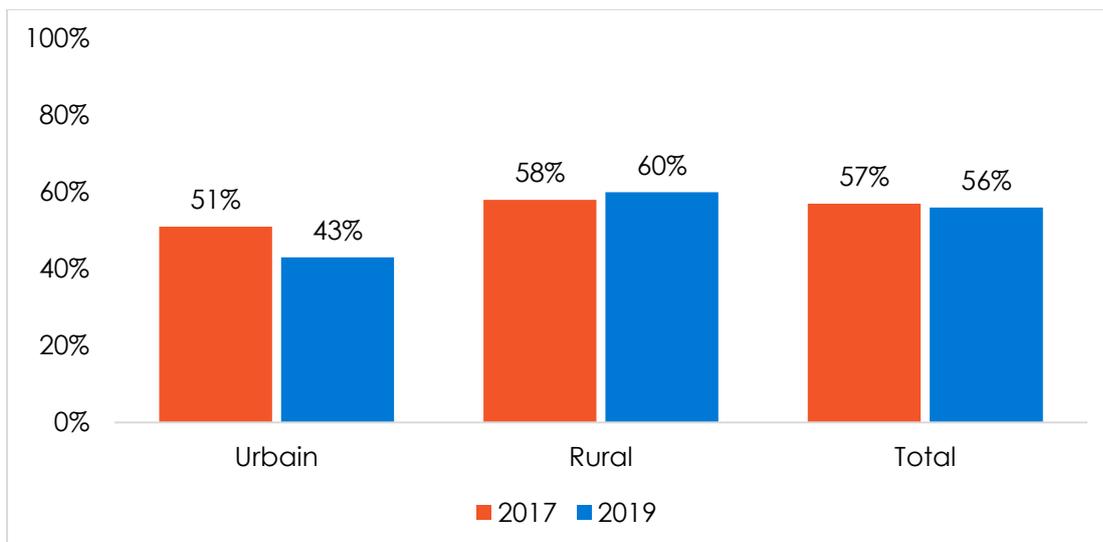
On note chez les citadins une certaine érosion des soutiens à la présence des troupes étrangères (Figure 16). En effet, le niveau de soutiens a chuté de 51% en 2017 à 43% en 2019, ce qui fait que la majorité des citadins (51%) y sont hostiles alors que la majorité des ruraux (60%) y sont favorables.

Figure 15: Soutien à la présence de troupes étrangères sur le sol burkinabè | par groupe socio-démographique | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Pour chacun des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: La présence des troupes étrangères sur le sol burkinabè est une bonne chose pour la sécurité de notre pays?

Figure 16: Soutien à la présence de troupes étrangères sur le sol burkinabè | par milieu de résidence | Burkina Faso | 2017-2019



Question posée aux répondants: Pour chacun des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: La présence des troupes étrangères sur le sol burkinabè est une bonne chose pour la sécurité de notre pays? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Conclusion

Une proportion de plus en plus importante de citoyens burkinabè se sentent en insécurité dans leur cadre de vie immédiat, davantage dans leurs quartiers/villages que dans leurs maisons. Mais à titre personnel, la grande majorité des Burkinabè ne redoutent pas les violences entre habitants au sein des quartiers ou venant de groupes extrémistes religieux ou politiques. Toutefois, presque quatre Burkinabè sur 10 affirment avoir craint ce dernier type de violence au cours des deux dernières années. Le sentiment d'insécurité est relativement plus vivace en milieu rural qu'en milieu urbain.

Pour avoir la sécurité, les Burkinabè sont disposés à sacrifier temporairement certaines de leurs libertés publiques, comme la liberté d'aller et de venir, le droit de communiquer en privé, et la liberté de religion et de culte.

Les Burkinabè plébiscitent les initiatives locales de sécurité. Ils sont majoritairement favorables à la présence des troupes étrangères sur le sol burkinabè, même si en milieu urbain et parmi les plus instruits ils y sont majoritairement hostiles.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Amnesty International. (2017). Burkina Faso: Un chemin difficile vers le respect des droits humains. Communication d'Amnesty international pour l'Examen Périodique Universel des Nations Unies, 30e Session du Groupe de Travail sur l'EPU, Mai 2018.
- Institut Supérieur de Sécurité Humaine. (2018). Action pour la sécurité humaine en Afrique. Rapport d'enquête sur la sécurité pilotée par les communautés au Burkina Faso: Les Koglweogo.
- International Crisis Group. (2020a). Burkina Faso: Safeguarding elections amid crisis. Watch List 2020.
- International Crisis Group. (2020b). Burkina Faso: Sortir de la spirale des violences. Rapport Afrique No. 287.
- Ministère de la Sécurité. (2019). Annuaire statistique 2018 des infractions impliquant les mineur(e)s et les femmes pendant la phase de l'enquête policière.

Agnès Kaboré est statisticienne au Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD), Ouagadougou. Email: kaboreagnes@gmail.com.

Augustin Loada, professeur de droit public et de science politique, est le coordonnateur général de l'enquête d'Afrobarometer au Burkina Faso. Email: aloada@hotmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer a bénéficié du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation William & Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 377 d'Afrobarometer | 24 juillet 2020